

Les initiatives solidaires en faveur du développement durable : une porte d'entrée pour conceptualiser une nouvelle économie responsable et démocratique.

VII Forum franco-latino American of Bioethics, Asuncion, 2022

Thème 3. Une humanité transformée

Session 8. Un nouvelle économie

Auteurs

Eric Dacheux, Pr des universités, membre du groupe « communication, innovation sociale et ESS », EA4647, Université Clermont Auvergne.

Eric.dacheux@uca.fr

Daniel Goujon, MCF, science économique, Université de Lyon, UMR-5600 Environnement-Ville-Société, laboratoire ISTHME, Université Jean Monnet (IUT de Roanne).

goujon@univ-st-etienne.fr

Résumé

Le dérèglement climatique est le symptôme d'une économie qui s'est éloigné de la bonne gestion du foyer (oikos racine commune à économie et écologie signifie le foyer). L'économie productiviste actuelle se soucie plus de la rentabilisation de court terme des actifs que de la survie de l'espèce humaine à long terme. Non seulement elle tarde à prendre les mesures nécessaires pour limiter l'émission de gaz à effet de serre mais en plus sa course à la croissance la conduit à détruire notre environnement. Cette non prise en compte de l'environnement se double d'une inégalité sociale insoutenable. Insoutenabilité d'autant plus criante que les plus pauvres sont aussi, bien souvent, les première victimes du dérèglement climatique. Dans ce contexte d'impasse sociale et écologique, il est urgent de changer de paradigme économique. Pour ce faire nous nous proposons de nous appuyer sur des expérimentations relevant de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) qui cherchent concilier économie et environnement. Ainsi, ce texte, fruit d'une recherche empirique longitudinale, poursuit deux objectifs. Le premier est de montrer que l'ESS fourmille d'initiatives locales qui s'inscrivent souvent dans les objectifs du développement durable (ODD). Dans cette contribution nous nous centrerons sur quatre objectifs. Les deux premiers visent la construction d'une société inclusive : l'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités. Les deux autres participent à l'élaboration d'une société durable : travail décent et croissance durable ; consommation et production responsable. Pour chaque objectif nous évoquerons plusieurs initiatives d'ESS afin de donner un aperçu général mais nous détaillerons uniquement une initiative qui nous paraît particulièrement représentative de nos propos. Le second objectif de ce papier est de montrer que ces initiatives de terrain sont des innovations sociales qui, par les principes qui s'en dégagent, invitent au renouveau de la théorie économique. En effet, d'un point de vue conceptuel, ces initiatives d'ESS reposent sur des principes d'actions (par exemple favoriser l'usage plutôt que la propriété, la délibération plutôt que la concurrence, etc.) qui, une fois articulés, constituent un paradigme économique favorable à une humanité plus écologique et plus solidaire.

Introduction

Le dérèglement climatique est le symptôme d'une économie qui s'est éloignée de la bonne gestion du foyer (oikos racine commune à économie et écologie signifie le foyer). Selon nous cet éloignement trouve sa source dans l'existence d'un paradigme libéral qui conceptualise l'économie comme une science formelle déconnectée du social et de l'écologie qui sert de régime de justification à un système productiviste pour qui le bonheur passe avant tout par l'accroissement de biens et services marchands. En effet, l'économie productiviste actuelle se soucie plus de la rentabilisation de court terme des actifs affectés à la production que de la survie de l'espèce humaine à long terme. Non seulement elle tarde à prendre les mesures nécessaires pour limiter l'émission de gaz à effet de serre mais en plus sa course à la croissance la conduit à détruire notre environnement. Cette non prise en compte de l'environnement se double d'une inégalité sociale insoutenable. Insoutenabilité d'autant plus criante que les plus pauvres sont aussi, bien souvent, les premières victimes du dérèglement climatique. Dans une vision pessimiste, cette crise environnementale et sociétale est le signe de la transformation, lente et inéluctable, de la société démocratique en société de marché (Polanyi, 1983). Dans une vision optimiste qui est la nôtre, cette crise offre la possibilité d'entrer dans une humanité qui se veut responsable et solidaire. Dans cette hypothèse, l'économie sociale et solidaire (ESS) est une réponse clef. En effet, l'ESS – et c'est sans doute pourquoi on a tant de mal à la saisir – est d'une triple nature. C'est, tout d'abord, un projet politique, celui d'une citoyenneté participative (Dacheux, Laville 2003) qui, non seulement, prend toute sa place dans la société civile et dans la sphère politique, mais qui a vocation à se développer au sein même de la sphère économique. Dans l'ordre symbolique, l'ESS est une utopie, au sens de Ricoeur : un projet laïc de société qui conteste l'idéologie (Ricoeur, 1997). Surtout, elle propose une nouvelle vision de l'ordre social démocratique, non plus fondé sur la maximisation individuelle de l'utilité, mais sur la recherche collective de solidarités démocratiques. C'est pourquoi, elle constitue le cœur d'une nouvelle utopie permettant d'espérer dans l'avenir. Dans l'ordre économique, L'ESS est un ensemble d'innovations sociales diverses, dont beaucoup reposent sur des principes d'actions s'inscrivant dans les thématiques de l'ODD. Les systèmes d'échanges locaux ou les régies de quartier, par exemple, s'efforcent de subordonner le bien au lien, d'ajuster l'offre à la demande non par les mystères de la main invisible du marché, mais par les mécanismes politiques de la délibération. L'ESS est donc porteuse d'une ambition forte : favoriser la transition vers une nouvelle société en recherchant une articulation entre le politique, le symbolique et l'économique favorable au développement durable. Ce texte fruit d'une recherche empirique longitudinale a donc pour objectif de montrer que l'ESS fourmille d'initiatives locales qui participent pleinement aux objectifs du développement durable (ODD). Dans cette contribution, nous nous centrerons sur quatre objectifs. Les deux premiers visent la construction d'une société inclusive : 1 (deuxième partie). Les deux autres participent à l'élaboration d'une société durable : travail décent et croissance durable ; consommation et production responsable (troisième partie). Avant d'aborder ces deux points, nous allons préciser, dans une première partie, le cadre théorique et méthodologique de notre recherche.

Pour ce faire, ce texte développera trois parties. La première dressera le cadre théorique et méthodologique de notre recherches. La deuxième sera consacrée à deux ODD visant une société inclusive (éradication de la pauvreté et réduction des inégalités). La troisième sera dédiée à deux autres ODD visant l'élaboration d'une société durable (travail décent et croissance durable ; consommation et production responsable)

1. Cadre théorique et méthodologique.

Nos travaux ne se situent pas dans la conception positiviste de la Science héritée des Lumières. Ce que N. Amzallag (2010) nomme « le régime du vrai » est remis en cause depuis le début du XX^{ème} siècle par la mise en lumière de quatre limites de la rationalité : l'impossibilité de la raison de tout expliquer, l'insuffisance du réductionnisme, les limites du déterminisme et la nécessité de prendre en compte l'absence de la régularité¹. Dès lors, il convient de renoncer à cette vision rationaliste de la science qui imprègne aujourd'hui encore la science économique. Nous allons donc présenter l'épistémologie de la complexité que nous avons fait notre (1.1.) puis nous préciserons notre méthodologie (1.2).

1.1. L'économie une science sociale s'inscrivant dans le paradigme de la complexité.

K. Polanyi l'a montré, la science économique n'est pas une science formelle. C'est une science sociale qui doit être pensée dans le paradigme de la complexité cher à Edgar Morin. Dans *Sociologie*, ce dernier, nous invite à dépasser les fausses dualités individu/société chercheur distancié/acteur engagé en nous poussant à « *reconnaître la causalité récursive complexe individus-société, ainsi que les causalités récursives entre le sociologue, le politique, l'économique, le démographique, le culturel, le psychologique, etc.* » (Morin, 1994, p.10). Surtout, en nous conviant à sortir des sentiers balisés des disciplines reconnues en sciences sociales sans renoncer à intégrer la réflexion philosophique, il renforce les appels de D. Wolton (2012) à l'indiscipline et ceux de P. Corcuff (2012) à un dialogue enfin apaisé entre sciences sociales et philosophie. Par là-même, il rappelle la démarche de Kropotkine (1913) : c'est en s'émancipant de ses liens disciplinaires que le chercheur contribue à émanciper le citoyen qu'il ne doit jamais cesser d'être. Au final, l'épistémologie de la complexité nous rappelle que notre modèle d'intelligibilité du monde doit à la fois avoir l'ambition d'éclairer divers aspects du social au travers d'une interdisciplinarité féconde sans pour autant avoir la prétention de proposer un schéma d'analyse globale d'une réalité qui sera immuable. Dernière précision, dans l'épistémologie de la complexité, chaque citoyen est, à la fois, acteur et agent. Il ne s'agit donc pas de s'inscrire dans un paradigme holiste ou individualiste, mais de rechercher une posture permettant de prendre en compte simultanément le sujet et ce qui le détermine en partie. C'est pourquoi, nous nous retrouvons parfaitement dans ce que P. Corcuff nomme le « relationnisme méthodologique » (Corcuff, Le Bart & De Singly, 2010), idée selon laquelle les individus comme les institutions, ne sont que le fruit des relations humaines².

¹ - **L'impossibilité pour la raison de tout expliquer** car K. Gödel va, à partir de la découverte qu'il existe des axiomes indécidables (que l'on ne peut ni réfuter ni prouver), démontrer que toute théorie mathématique suffisamment riche est nécessairement soit incohérente (à la fois vraie et fausse) soit indécidable. Autrement dit, aucune théorie ne peut se prouver elle-même.

- **L'insuffisance du réductionnisme.** L'idée centrale de la Méthode de Descartes est que, pour découvrir la réalité, il faut décomposer l'objet que l'on étudie jusqu'aux éléments les plus simples. Or, ce programme est aujourd'hui contesté par des notions qui traversent les frontières disciplinaires comme celle de système et d'émergence.

- **les limites du déterminisme.** Par exemple, la théorie de l'évolution confère au hasard un rôle central.

- **la nécessité de prendre en compte l'absence de régularité.** La biologie prouve que chaque être vivant est unique tandis que, dans *Le Cygne noir*, N.N. Taleb (2011), montre que l'on ne peut connaître le réel si on ignore « la puissance de l'imprévisible ».

² « Dans le programme relationnaliste, les relations sociales se présentent comme les entités premières, et les individus ainsi que les formes collectives des entités secondes, c'est-à-dire des cristallisations spécifiques de relations sociales prises dans des contextes sociologiques variés. [...] un langage a particulièrement outillé le relationnisme méthodologique [...] le vocabulaire constructiviste de la « construction sociale de la réalité ». Celui-ci énonce que les réalités sociales sont appréhendées comme des constructions historiques et quotidiennes d'une variété d'acteurs individuels et collectifs » (Corcuff, 2012, p.11) ».

1.2. Notre méthodologie : partir des initiatives locales concrètes d'ESS pour identifier des principes d'action solidaires et durables.

Le régime économique actuellement dominant mène à de graves crises sociales et environnementales qui menacent à terme la démocratie. *« Au stade avancé de la production de masse, une société produit sa propre destruction. La nature est dénaturée. L'homme déraciné, castré dans sa créativité et verrouillé dans sa capsule individuelle. La collectivité est régie par le jeu combiné d'une polarisation exacerbée et d'une spécialisation à outrance. Le souci de toujours renouveler modèles et marchandises – usure rongeuse du tissu social – produit une accélération du changement qui ruine le recours au précédent comme guide de l'action. Le monopole du mode industriel de production fait des hommes la matière première que travaille l'outil. Et cela n'est plus supportable [...] la dégradation de la nature, la destruction des liens sociaux, la désintégration de l'homme ne pourront jamais servir le peuple »* (Illich, 1973, p.11). Heureusement face à ces multiples impasses, la société civile n'est pas restée inactive. De nombreuses initiatives citoyennes visent à apporter des réponses concrètes aux maux engendrés par ce système, c'est ce que nous nommons des « initiatives d'ESS ». Ces dernières sont des expérimentations citoyennes, démocratiques, non lucratives qui visent le lien plutôt que le bien. Elles prennent des formes juridiques (associations, coopératives, mutuelles, etc.) mais se développent aussi dans des collectifs informels (mouvements, coordinations, ZAD³, etc.). Ces initiatives constituent notre terrain d'étude depuis vingt ans car ce sont à la fois des critiques en actes du capitalisme et des expérimentations d'une économie soutenable. Pour le dire autrement, les initiatives d'ESS sont une invitation à repenser la science économique à l'aune des expériences concrètes des citoyens. Pour ce faire notre démarche comporte trois étapes : La première étape consiste en une identification des initiatives d'ESS proposant des solutions s'inscrivant dans les objectifs de l'ODD. Par exemple, pour lutter contre les inégalités, on trouve beaucoup d'initiatives d'ESS : lutte contre la grande pauvreté (Les restaurants du cœur)⁴, contre la ségrégation économique (ATD quart monde⁵) ... La deuxième étape est un décryptage théorique **de ces réponses pour en faire émerger les principes d'action alternatifs**. Par exemple, les associations caritatives luttent contre le creusement des inégalités en proposant une redistribution citoyenne. **Enfin, dans une troisième étape, nous cherchons à généraliser en regroupant ces principes d'actions dans des principes alternatifs à l'économie non durable**. Ce qui nous a conduit à mettre en lumière quatorze principes d'économie solidaire que nous présenterons en conclusion. Auparavant, nous allons faire un focus sur les expériences d'ESS visant une société inclusive.

2. Les initiatives d'ESS en France en faveur d'une société inclusive.

Même dans les pays le plus développés tels que la France, la pauvreté et les inégalités sont des phénomènes massifs. Selon l'observatoire de la pauvreté, le nombre de pauvres en France est actuellement de 5 millions soit près de 10 % de la population, chiffre en nette augmentation depuis 10 ans. De même les inégalités sont également croissantes puisque selon l'INSEE les 10 % ayant le plus de patrimoine détenaient 47 % de la masse totale de patrimoine tandis que les 10 % les moins dotés en détenaient moins de 0,1 %. Pour faire face à ces problèmes qui rendent la société moins inclusive et donc durable, les initiatives d'ESS proposent des solutions

³ Zone à Défendre. Terme donné par les activistes écologistes à un site qui doit être artificialisé.

⁴ Association qui distribue gratuitement des repas lors des campagnes d'hivers (1,3 millions de personnes ont mangé au Resto du cœur en 2022).

⁵ Association qui accompagne le « quart monde », c'est-à-dire les personnes en situation d'extrême pauvreté

concrètes que nous allons illustrer en prenant deux exemples : les systèmes d'échanges locaux (2.1) et les zones de gratuité (2.2.)

2.1. Contribution à l'éradication de la pauvreté : les systèmes d'échange locaux.

Conformément à notre méthodologie, la première étape d'identification des initiatives d'ESS proposant des solutions à la pauvreté nous a conduit à retenir les systèmes d'échange locaux parmi de nombreuses autres initiatives comme la lutte contre le logement insalubre (Fondation Abbé Pierre), l'aide aux sans domiciles fixes (Secours populaire) où bien encore favoriser l'accès non stigmatisant aux produits de première nécessité (les épiceries solidaires). La plupart de ces initiatives sont des réponses à l'urgence mais ne proposent pas de solution pérennes. De plus, elles reposent sur une relation d'aide qui crée une dette sociale entérinant la fracture sociale. Or un système d'échange local permet de dépasser ces deux limites. C'est une solution durable car il permet de lutter contre l'insuffisance de ressources monétaires. C'est une solution renforçant le lien social parce qu'il repose sur l'égalité des participants. Les SEL ne sont pas de simples structures de troc, mais des organisations qui permettent aux adhérents d'échanger des biens ou des services par l'intermédiaire d'une unité de compte définie collectivement. En effet, le SEL comptabilise les échanges en utilisant une monnaie qui n'est plus en accès limité car elle n'est ni régie par l'intérêt privé d'une banque ni mise en œuvre par l'État mais créée et régulée par les citoyens eux même à l'occasion de leur activité économique. De plus, la monnaie d'un SEL entend se déjouer des rapports de domination qui sont à l'origine d'inégalités dans l'échange : l'échange se fait directement entre les membres (on échappe ainsi à la fois à la logique caritative et à la logique marchande qui restreint l'accès à la monnaie), la création monétaire est décentralisée et non pas dévolue à une institution bancaire. Surtout, la monnaie est gérée démocratiquement, par des règles définies collectivement sur le principe une personne une voix. Nous le voyons donc le principe d'action alternatif qui se dégage de cette initiative est de démocratiser la monnaie afin de lutter contre la pauvreté.

2.2. La lutte contre les inégalités : les zones de gratuité

Les initiatives d'ESS s'attaquent également aux inégalités à travers de multiples actions telles que les coopératives qui, en ne rémunérant pas les apporteurs de capitaux, limitent les inégalités patrimoniales ou telles que l'autoproduction accompagnée permettant la réhabilitation des logements par les habitants. Ces deux initiatives freinent bien la concentration du capital et limitent les inégalités de revenu. Cependant, d'une part, elles ne remettent pas en cause la logique marchande de court terme et d'autre part, ce sont des initiatives collectives qui visent avant tout l'intérêt des parties prenantes et non pas tant l'intérêt général. Le mouvement des zones de gratuité permanente paraît dépasser ces deux insuffisances. « *Une zone de gratuité est un espace éphémère où il est possible de prendre sans donner en contrepartie et inversement. Chacun peut venir y déposer des biens en bon état dont il ne se sert plus ou qui l'encombrent ; et trouver des objets gratuitement. Ni vide-grenier, ni marché, les échanges monétaires y sont abolis, et plus largement les relations marchandes [...]* » (Bucolo, Schmidt, 2016). Ce type d'initiatives a pris naissance dans le Nord du pays de Galles dans les années quatre-vingt-dix. Il s'agissait, à l'origine, de zones temporaires de gratuité : par exemple une fois par mois sur un marché en plein air les habitants pouvaient donner et prendre des objets gratuitement. En se diffusant sur trois continents (Europe, Amérique du Nord, Amérique du Sud), ces initiatives temporaires se sont parfois muées en actions permanentes. C'est le cas en France où l'on retrouve, dans de nombreux lieux publics (médiathèques, universités, etc.) des « give box » étagères où chacun prend et/ou dépose l'objet de son choix. Plus ambitieux, il existe sur le même principe, des boutiques entièrement gratuites comme « la Boutique sans Argent » à Paris ou « le Magasin pour Rien » à Mulhouse. Reposant sur le bénévolat et se heurtant parfois à « des passagers clandestins », ces initiatives veulent montrer par l'exemple que la lutte contre les inégalités passe aussi par lutte

contre la fétichisation de la marchandise. Ce faisant, ces initiatives montrent que l'on consomme trop (si l'on donne c'est que l'on possède beaucoup d'objets en bon état que l'on n'utilise plus) et permettent de se rendre compte que le prix fixé n'a pas souvent grand-chose à voir avec l'utilité que l'on accorde à l'objet. Elles révèlent aussi la nécessité d'une mise en commun solidaire venant, au nom de l'intérêt général, combattre l'appropriation privée des ressources débouchant sur des inégalités. Au final, les initiatives d'ESS de lutte contre l'inégalité font émerger un nouveau principe d'action économique favorable aux ODD : la gratuité. Nous allons maintenant prendre comme angle d'attaque la recherche d'une société plus durable.

3. Les initiatives d'ESS en France en faveur d'une société durable.

Contrairement à ce que soutenait Weber notre système économique est hautement irrationnel si l'on prend en compte les dégâts environnementaux qu'il produit. En France par exemple, 10 milliards de tonnes de produits alimentaires sont jetés chaque année. Dans le même temps, 82 000 hectares de terres agricoles utiles disparaissent annuellement. Lutter contre ces aberrations est aujourd'hui un des objectifs principaux des initiatives de l'ESS que ce soit en matière de promotion d'une croissance durable (3.1.) ou d'une consommation et production responsable (3.2)

3.1. Croissance durable : Le collectif pour une transition citoyenne.

Pour préserver notre planète de nombreuses initiatives existent. Elles prennent souvent des noms nouveaux « économie verte », « économie circulaire », « Bio » qui sont encore très flous pour le grand public et qui regroupent aussi bien des initiatives citoyennes en rupture avec la logique capitaliste que des initiatives industrielles cherchant un nouveau modèle de croissance. C'est peut-être pourquoi, beaucoup d'initiatives d'ESS écologiques se rangent volontiers sous la bannière du développement durable. Pourtant, les mouvements de la décroissance et de la simplicité volontaire rejettent fermement ce terme. En effet, cette notion doit son succès à son élasticité sémantique : profit durable pour les multinationales, fin du capitalisme pour les militants écologistes radicaux. Elle est aussi et surtout fortement critiquée pour son apologie du développement. Ces mouvements critiques ne sont pas seulement des agitateurs d'idées, à l'image de l'association Colibris fondée par Pierre Rabhi, ils s'efforcent de mettre en place, ici et maintenant, une sobriété heureuse « *une modération libératrice et volontaire consentie* » permettant de rompre « *avec cet ordre anthropophage appelé mondialisation* »⁶. Pour lutter contre « *le mythe de la croissance indéfinie* », le mouvement Colibris propose de renoncer à l'agriculture chimique en utilisant une « agroécologie », de lutter contre la marchandisation en modérant sa consommation, de résister à la globalisation en développant les circuits courts locaux, etc. Ces initiatives francophones rappellent les initiatives nord-américaines prônant une « simplicité volontaire »⁷. Ces dernières s'appuient sur la pensée non violente (Tolstoï, Thoreau, Gandhi) qui défend la limitation des besoins matériels pour développer une autonomie spirituelle favorisant l'harmonie avec son environnement (les autres hommes et la nature). Ces deux approches ont en commun de penser qu'une paix durable n'est possible que si deux conditions au moins sont réunies : une justice sociale favorisant l'égalité, l'abandon du productivisme.

Dès lors, ses mouvements critiques du développement durable s'allient à d'autres critiques citoyennes comme la finance solidaire ou la production d'énergies renouvelables pour construire un mouvement invitant explicitement à un changement de paradigme économique rejetant l'idée

⁶ Quatrième de couverture de « Vers la sobriété heureuse » Rabhi, 2010.

⁷ Il semble que l'expression « simplicité volontaire » (« voluntary simplicity ») proviennent du titre d'un livre de Richard Gregg, disciple de Gandhi, cherchant à vulgariser les idées de ce dernier.

d'une croissance infinie sur une planète finie. C'est notamment le cas, en France, du Collectif pour une transition citoyenne qui regroupe Enercoop (production d'électricité non nucléaire), la Nef (Banque citoyenne éthique), le mouvement interrégional des AMAP (circuits courts agricoles), la plate-forme pour le commerce équitable, etc. Ce collectif d'une vingtaine d'associations et coopératives propose à ses militants de faire signer un pacte pour la transition aux communes où elles habitent. Il s'agit de faire en sorte que le maire signe un engagement à mettre, dans l'année qui suit la signature du pacte, au moins cinq des quinze mesures concrètes proposées dans ce pacte⁸ : alimenter au moins un bâtiment public ou l'éclairage public par un fournisseur d'électricité 100 % renouvelable et coopératif ; introduire au moins un repas végétarien par semaine, dans les menus de restauration collective ; mettre à disposition une parcelle ou un bâtiment à rénover pour un projet d'habitat collectif et écologique porté par des citoyens, etc. On le voit, il s'agit donc de remplacer la logique productiviste par un nouveau principe d'action d'économie raisonnée (au double sens du terme : réfléchi par les citoyens et économe en ressources).

3.2. Consommation et production responsable : La marque consommateur « C'est qui le patron ?! ».

L'intérêt des producteurs est souvent en contradiction avec l'intérêt écologique et/ou l'intérêt social. Le commerce équitable, initiative phare de l'ESS, entend concilier les deux. En effet, des associations comme Artisans du monde (commerce Nord-Sud) ou comme Bio partenaire (commerce Nord-Nord) entendent promouvoir des relations commerciales qui garantissent un prix juste et rémunérateur pour les producteurs, instaurent un partenariat commercial s'inscrivant dans la durée, renforcent les compétences techniques des organisations de producteurs, respectent les conventions du travail définies par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Dans le commerce équitable, toutefois, les consommateurs sont écartés des décisions productives puisque le respect du cahier des charges est fixé à un label. L'initiative c'est qui le patron ?! repose, au contraire, sur le rôle central du consommateur. Cette initiative prend sa source dans la crise du marché laitier où les oligopoles achètent la matière première à un prix ne permettant pas toujours de couvrir les coûts de production, ce qui pousse à un élevage industriel peu en phase avec les exigences de qualité du produit émanant des consommateurs. Pour donner une rémunération satisfaisante aux agriculteurs et, en même temps, pour offrir un produit de qualité aux acheteurs, l'association de consommateurs « Gueules cassées » a lancé un projet participatif innovant. L'idée est que le consommateur décide du prix et des conditions de production des biens qu'il achète tandis que les producteurs s'associent collectivement pour répondre à un cahier des charges contraignant mais qui leur permet de bénéficier d'un prix plus élevé que celui du marché. Concrètement, ce jeu gagnant/gagnant, passe par la création d'une instance de médiation - la marque de consommateurs - qui se charge, à la fois, de récolter les attentes des consommateurs, de faciliter l'organisation collective des agriculteurs et de trouver un distributeur (en l'occurrence Carrefour). Pour connaître l'avis des consommateurs, la marque a utilisé un site internet (lamarqueduconsommateur.com) qui permet, via un questionnaire, de définir le produit souhaité tout en ayant connaissance du coût engendré par ce souhait. Par exemple, pour un prix de base établi à 0,69 euros, le prix passe à 0,78 si le consommateur coche la case « rémunération permettant au producteur de se faire remplacer pour partir en vacances » (question N°1) et grimpe à 0,99 si l'on souhaite un produit garanti sans OGM avec des vaches passant plus de trois mois dans les prés, nourries avec du fourrage local, etc. Ce prix de 0,99 euros n'est donc pas fixé par les mystères de la main invisible mais résulte d'un dispositif institutionnel recueillant les attentes des citoyens. Ainsi, défini de manière participative, le prix, bien que plus élevé que le prix de marché, est compris et donc accepté par les consommateurs. De l'autre côté, ce prix de

8

<http://www.transitioncitoyenne.org/wp-content/uploads/2015/03/pacte-transition.pdf>

vente de 0,99 centimes par litre permet aux producteurs d'obtenir une rémunération autour de 39 centimes de litre alors que l'accord signé, de haute lutte, avec l'industriel Lactalis proposait un prix de 27,5 centimes en moyenne sur 2016.

Cette marque consommateur qui aujourd'hui s'étend à de nombreux produits (pizzas, cidre ...) montre que les valeurs d'un produit ne se mesurent pas uniquement par la rentabilité économique mais aussi par les valeurs sociétales défendues par les acteurs.

Le prix n'est pas fixé par des mécanismes spéculatifs incontrôlables et nuisibles aux producteurs et à l'environnement. Le prix est le résultat intentionnel de la rencontre entre producteurs et consommateurs soucieux de l'environnement, de la qualité des produits et du bien-être général. On se situe effectivement, pour partie, dans une économie coopérative et non exclusivement dans une économie concurrentielle, la perspective est celle du développement durable et non des profits à court terme. Cette marque consommateur nous inscrit dans un autre rapport à la nature et au temps que celui imposé par la logique spéculative. Elle permet surtout de découvrir un principe qui nous semble central dans l'organisation économique, la délibération comme meilleur facteur d'allocation des ressources.

Conclusion

Si l'économie dominante se soucie assez peu du réchauffement climatique et de ses conséquences sociales sur les plus pauvres, les initiatives d'ESS cherchent, au contraire, à construire une société inclusive et durable. Pour ce faire, elles expérimentent de nouvelles façons de produire et de consommer. Comme toutes les expérimentations, elles connaissent des insuffisances et des échecs. Sans nier ces derniers, il convient aussi de souligner la richesse créative de ces initiatives. Dans le cadre théorique qui est le nôtre (l'épistémologie de la complexité), nous avons étudiés quatre initiatives qui répondent aux ODD. Conformément à la méthodologie présentée dans la première partie nous avons mis en lumière les nouveaux principes d'action économique favorisant la transition. Nous allons maintenant procéder, dans une troisième étape, au regroupement de ces principes d'action dans des principes alternatifs que nous avons nommé principes d'économie solidaire (cf. tableau N°1)

Tableau N°1 : des réponses empiriques portées par l'ESS aux principes d'économie solidaire

DYSFONCTIONNEMENTS DE L'ÉCONOMIE S'OPPOSANT AUX ODD	RÉPONSES CONCRÈTES DES INITIATIVES SOLIDAIRES D'ESS S'INSCRIVANT DANS L'ODD	PRINCIPES D'ACTION	PRINCIPES D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE
Pauvreté et inégalités sociales	Société inclusive		Limiter et démocratiser les rapports monétaires
	Les Systèmes d'Echanges Locaux (SEL)	Gérer démocratiquement la monnaie	
	Les zones de gratuité	Créer des zones de gratuité	
Dégâts	Société durable		
	Le collectif pour la	Promouvoir une	

environnementaux du productivisme	transition	économie raisonnée	Recherche délibérative de l'utilité sociale
	La marque consommateur : c'est qui le patron !?	Favoriser la délibération entre producteurs et consommateurs	

Dans une recherche récente (Dacheux, Goujon, 2018) nous avons généralisé cette démarche qui nous permet de mettre à jour quatorze principes d'économie solidaire (cf. tableau N°2).

Tableau N°2 : Les 14 principes d'économie solidaire :

DYSFONCTIONNEMENTS DE L'ÉCONOMIE	PRINCIPES D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE ÉMERGEANT DES RÉPONSES CONCRÈTES DE L'ESS
Pauvreté et inégalités sociales	Limiter et démocratiser la sphère monétaire
Dégâts environnementaux du productivisme	Recherche démocratique de l'utilité sociale
Concentration du patrimoine	Gestion égalitaire des formes plurielles de propriété
Précarisation du travail	Dénouer les liens entre revenu et travail
Perte de sens au travail	Association à la définition de la finalité du travail
Hiérarchie des pouvoirs source de dominations	Autogestion et l'hybridation des pratiques
Marchandisation du social et du vivant	Délibération au sein d'institutions démocratiques
Crises systémiques récurrentes	L'innovation sociale collective pour dépasser les incohérences du système capitaliste
Instrumentalisation de l'Etat aux dépens de la démocratie	Dynamiser la démocratie participative
Domination d'une conception utilitariste des sciences	Une science publique alimentant les débats publics
Ségrégations spatiales liées à la globalisation économique	Globalisation de la solidarité au service de la valorisation des territoires
Prédominance donnée au temps court	Réappropriation collective du temps dans sa pluralité
Dictature de la quantification	Evaluation qualitative et participative

Constitution de monopoles et d'oligopoles	Favoriser la pluralité économique pour encourager l'innovation sociale
---	--

Ces principes alternatifs à ceux en place dans le système économique en vigueur constituent le cœur d'une nouvelle conceptualisation théorique de l'économie : le délibéralisme (Dacheux, Goujon, 2019). Cette conceptualisation propose de substituer la délibération au marché comme meilleur facteur d'allocation des ressources. Cependant, de même que le libéralisme n'est pas la vérité d'une société capitaliste mais sa justification, le délibéralisme ne prétend pas être la vérité d'une société écologiquement responsable, mais une construction théorique permettant de nourrir la réflexivité d'une humanité en questionnement. Comme le libéralisme, le délibéralisme conjugue vision politique (une démocratie délibérative conflictuelle), vision économique (la délibération comme meilleur facteur d'allocation de ressources) et position symbolique (la pensée complexe). Comme le libéralisme, il est, de par sa prétention globalisante même, sujet à débats et à interprétations. Or, c'est justement là sa vocation : non pas remplacer un régime de justification par un autre régime de justification, mais alimenter, dans le cadre d'une science sociale publique (Burrawoy, 2013), le débat public. Au final, notre contribution à la réflexion éthique sur les liens entre économie et environnement peut se résumer par la formule suivante : pas développement durable sans démocratisation radicale de l'économie.

Bibliographie :

- Amzallag N., (2010), *La réforme du vrai, enquête sur les sources de la modernité*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer.
- Arnsperger C. (2013), « Want to Really Help Social and Solidarity Economy ? Then Start Rethinking Money ! », UNSRID Paper, consulté le 10 février, 2016.
- Bucolo E. Schmidt V. (2016), « Nouvelles recompositions de la solidarité ; le cas des zones de gratuité permanente », 21^{em} conférence EMES-Polanyi, Paris.
- Burawoy M. (2013). « La sociologie publique face au marché ». In *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*. Toulouse, France, Erès.
- Corcuff P. (2012), *Où est passée la critique sociale ?* Paris, Mauss/La Découverte.
- Corcuff P., Le Bart C., Singly F de (dir.), (2010), *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Rennes, PUR.
- Dacheux E., Goujon D. (2020), *Défaire le capitalisme, refaire la démocratie, les enjeux du délibéralisme*. Toulouse, Eres.
- Dacheux E., Goujon D. (2018), *Principes d'économie solidaire*, Paris, Ellipses.
- Dacheux E., Goujon D. (2012), The solidarity economy : an alternative development strategy ?, International Social Science Journal, UNESCO, numéro 203-204.
- Dacheux E., Laville J.L. (2003), *Economie solidaire et démocratie*, Hermès, N°36, Cnrs éditions, Paris.
- Hiez D., Lavillunière E. (2013), *Vers une théorie de l'économie sociale et solidaire*, Bruxelles, Larcier.
- Illich I. (1973), *La convivialité*, Paris, Seuil.
- Kropotkine P. (1913), *La science moderne et l'anarchie*, Paris, P.-V Stock & C^{ie}.
- Laville J.L., Cattani A.D. (2005), *Dictionnaire de l'autre économie*, Desclée de Brouwer, Paris.
- Ofredo R.P., 2013, « Solidarity Economy Initiatives from the Ground Up : What can we Learn from the Women Home-based Workers of Southeast Asia ? UNRISD Papers, www.unrisd.org.
- Polanyi K. (1983), *La grande transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, (1944).
- Ricoeur P. (1997), *L'Idéologie et l'Utopie*, Seuil, Paris.

Wolton D. (2012), *Indiscipline*, Paris, Odile Jacob.